

Das Bundesamt für Zivilschutz teilt mit = L'Office fédéral de la protection civile communique = L'ufficio federale della protezione civile comunica

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile**

Band (Jahr): **20 (1973)**

Heft 7-8

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

La réalisation de la Conception 1971 de la protection civile

Introduction

L'Association professionnelle suisse de protection civile des villes a étudié la Conception 1971 de la protection civile et le premier document qui s'ensuit, soit l'Aperçu sur la protection civile. Elle a particulièrement examiné la possibilité de réaliser la conception et les exigences qui en découlent. A cette occasion, elle a rencontré quelques problèmes qu'elle a soumis à l'Office fédéral de la protection civile aux fins d'examen. Les problèmes soulevés et la prise de position de l'Office fédéral à leur égard sont tout autant d'intérêt général que la présentation des possibilités, existantes déjà maintenant, de réaliser la conception. C'est la raison pour laquelle nous les publions ici. Les sous-titres employés par l'Office fédéral résument les problèmes soulevés par l'Association.

Monsieur le Président,

Nous vous remercions sincèrement de votre lettre du 6 février 1973 par laquelle nous apprenons avec un vif intérêt que votre Association s'occupe activement des problèmes que pose la Conception 1971 de la protection civile.

Nous connaissons bien les questions que vous soulevez. Nous en traiterons ci-après de la manière la plus détaillée possible actuellement. Auparavant, nous voudrions cependant souligner quelques considérations de principe qui nous paraissent être primordiales en rapport avec votre lettre.

Tout d'abord, nous devons vous rappeler que la Conception 1971 ne s'est pas faite toute seule. L'élaboration de cette base très importante a absorbé une grande partie des forces de notre Office pendant des années. Ce sera sans doute également le cas en ce qui concerne les travaux qui doivent maintenant suivre ou sont déjà en voie d'exécution, tels que l'Aperçu sur la protection civile, la planification générale, la révision de la loi, les instructions techniques, etc. Nous savons qu'on ne peut venir à bout de ce très volumineux travail que peu à peu en suivant un certain ordre des urgences. A cet égard, on ne doit donc pas s'attendre à des miracles, surtout parce que nous devons, à part cela, encore nous occuper des travaux courants en vue de la réalisation de la protection civile.

On entend souvent — et des côtés les plus divers — l'objection que la Conception 1971 ne peut être réalisée aussi longtemps que la préparation de certains documents n'est pas tout à fait terminée. Les uns indiquent à ce propos la future révision de la loi, d'autres — parmi lesquels vous-même — proposent à l'Office fédéral d'arrêter des dispositions transitoires ou d'établir un calendrier. En tant que coauteurs de la Conception 1971, nous sommes comme toujours d'avis qu'une partie importante de la conception peut déjà maintenant être réalisée par étapes. L'étendue de cette adaptation dépend beaucoup de la capacité et de la bonne volonté des responsables de la protection civile. Chacun des documents ultérieurs qui doivent maintenant suivre, facilitera cette transition, comme nous allons le démontrer ci-après. Le système adopté pour la publication et pour la composition de chaque document est choisi de façon à ce qu'il en résulte pour chaque commune presque obligatoirement une transition organique.

Après vous avoir adressé ces quelques remarques préliminaires, nous en venons maintenant aux questions concrètes de votre lettre.

L'Office fédéral de la protection civile communique

1. Position juridique et caractère obligatoire de l'Aperçu sur la protection civile

Dans la version actuelle, l'Aperçu sur la protection civile est — comme vous le dites avec raison — l'œuvre de la Commission d'études du Département fédéral de justice et police. Dans la première partie qui a déjà été publiée par nous, nous expliquons comment l'organisation de la protection civile dans les communes et, partant, les constructions de leur infrastructure doivent être entreprises selon la Conception de 1971. Une deuxième partie de cet aperçu, qui est encore à élaborer, sera consacrée à l'organisation de la direction supralocale à tous les échelons. Au courant de l'année passée, nous avons organisé une procédure de consultation très étendue pour le premier rapport partiel de l'Aperçu sur la protection civile, procédure à laquelle votre Association a également pris part. Il y a peu de temps, nous avons terminé l'examen des nombreuses prises de position. Ces prochaines semaines, les propositions seront discutées avec les instances intéressées (le 12 juin 1973 avec votre Association). Ensuite, le résultat de ces discussions sera fixé dans un rapport partiel mis au point. Puis, les «Directives concernant la procédure d'organisation et les effectifs réglementaires», qui sont de la première urgence et qui existent déjà sous forme de projet, peuvent être terminées et mises en vigueur par le Département fédéral de justice et police en raison de l'article 25, 3e alinéa de la LPC.

2. Calendrier et plan financier

On ne pourra juger l'évolution des dépenses financières dans le domaine de l'organisation et surtout dans celui des constructions que lorsque la planification générale de la protection civile (PGPC) sera chose faite. Par suite de la PGPC, on obtient pour chaque commune, entre autres, un aperçu complet de l'importance des tâches de construction encore à réaliser (construction d'abris pour les personnes et constructions de l'OPL). Les directives détaillées concernant cette planification existent en majeure partie. La planification pourra être terminée aussitôt que la mise au point de l'Aperçu sur la protection civile, mentionnée sous le point 1, sera achevée.

Une partie des directives traite de la planification financière. On y donne des indications permettant au chef local de déterminer à l'intention des autorités communales le coût général des mesures d'organisation et de construction. A l'aide de ces documents, chaque commune peut établir un calendrier qui tient compte de son évolution et de ses possibilités dans les domaines des finances et des constructions. Ce calendrier doit prendre en considération l'ordre des urgences et les buts à atteindre conformément à la conception.

Dans votre lettre vous nous faites part de vos soucis quant aux dépenses. Nous pouvons vous rassurer, car la réalisation de la protection civile selon la nouvelle conception reviendra sur le plan suisse à meilleur marché que si l'on avait continué sur la même lancée que jusqu'ici. L'économie sera d'au moins 1,5 à 2 milliards. Elle est due avant tout au fait que nous disposons actuellement de données fondées scientifiquement pour établir les plans et les projets.

En raison de la décision fixée dans la conception selon laquelle la protection préventive de la population doit être au premier plan de nos préoccupations, on peut, d'autre part, réduire les constructions de l'infrastructure de certains services dans une mesure raisonnable. Finalement, nous contribuons largement à réduire les frais en tenant compte de l'exigence de construire des installations simples, robustes et purement utilitaires.

Depuis assez longtemps, l'Office fédéral de la protection civile s'efforce de suivre cette voie — comme vous avez sûrement déjà pu vous en rendre compte. Cette ligne de conduite peut aussi être adoptée sans autres dans le cadre de la législation actuelle. Malheureusement, les efforts que nous faisons dans ce sens sont souvent remis en question par les prétentions perfectionnistes et totalement injustifiées de certaines communes.

3. Arrêt de dispositions de transition

Comme nous l'avons mentionné sous le chiffre 1, les directives concernant la procédure d'organisation et les effectifs réglementaires seront arrêtées après le remaniement de l'Aperçu sur la protection civile. Ces directives contiendront les nécessaires dispositions de transition pour l'organisation et l'instruction.

Les exemples d'interprétations variables de l'Aperçu sur la protection civile, mentionnés dans votre lettre, pourront sans doute être éliminés dans les discussions qui auront lieu dans le cadre de la procédure de consultation. Les mesures déjà prises dans quelques cantons n'ont pas été ordonnées par l'Office fédéral. Aux rapports tenus avec les chefs cantonaux, nous avons mentionné l'ordre à suivre qui est expliqué sous le chiffre 2. Nous ne sommes cependant pas opposés à ce que certains cantons prennent déjà actuellement des mesures d'adaptation, surtout s'ils le font en relation avec les cours de PGPC qui ont débuté dernièrement.

4. Service de pionniers

Dans l'état actuel des choses, l'on peut supposer que la désignation «Service de pionniers», prévue dans l'Aperçu sur la protection civile, sera remplacée par la nouvelle désignation «Service de pionniers et de protection contre le feu». Un tel détachement sera formé pour chaque tranche de 5000 habitants et comprendra deux sections de sapeurs-pompiers (jusqu'ici deux sections d'intervention) et une section de pionniers lourde (jusqu'ici une section de pionniers). Le détachement dans son ensemble (dans l'intervention, cette concentration des forces est généralement la règle) ou, suivant la mission et la situation, chaque section en particulier doit remplir pendant toutes les phases d'opération de la protection civile en premier lieu celle parmi les tâches principales et secondaires qui sont mentionnées dans l'Aperçu sur la protection civile.

Il ne s'agit donc pas uniquement d'une concentration purement formelle, mais de la préparation des moyens nécessaires en personnel et en matériel permettant à ce service de remplir de la meilleure façon possible les tâches qui lui sont confiées. Les considérations d'ordre administrative doivent rester à l'arrière-plan.

5. Effectifs réglementaires; dispositifs du service sanitaire des cantons

Aussitôt que les nouvelles directives concernant la procédure d'organisation et les effectifs réglementaires seront mises en vigueur, leurs indications, relatives aux effectifs réglementaires des formations, seront obligatoires. Comme nous l'avons déjà dit, l'exécution des directives doit tenir compte des dispositions transitoires qu'elles contiennent également. Ces dispositions permettent une transition lente et adaptée aux données de chaque commune.

La vérification actuellement en cours des dispositifs du service sanitaire est entreprise d'entente avec les cantons dans le cadre de la législation actuelle. Elle est une conséquence parmi d'autres de la conception et doit être réalisée le plus tôt possible pour que des erreurs d'investissement dans le domaine des constructions puissent être évitées.

En garantissant la protection préventive, on a pu réduire les constructions très chères de l'infrastructure du Service sanitaire. Les économies ainsi réalisées dépassent à elles seules le milliard de francs.

Votre supposition que les nouveaux dispositifs du Service sanitaire sont établis sans tenir compte des installations déjà construites, n'est pas exacte. Bien au contraire: lors de l'établissement de ces plans, on tient très soigneusement compte des installations déjà existantes. Eu égard aux frais très élevés de telles installations, on ne permet que très rarement des «déclassements». Le plus souvent, ce n'est pas «la situation tactique fautive» qui est déterminante à cet égard, mais ce sont des questions en rapport avec le degré de protection et la capacité des installations qui jouent un rôle décisif. Les expériences que nous avons pu faire jusqu'ici avec les dispositifs approuvés de quinze cantons et avec ceux qui sont encore en voie de réalisation dans neuf autres cantons, ont démontré que ces plans peuvent être exécutés sans grandes difficultés.

6. Incorporation des personnes nouvellement astreintes à servir dans la protection civile

Les services indiqués dans l'Aperçu sur la protection civile ne correspondent plus tout à fait aux services selon l'article 25, 2e alinéa, de la LPC. Dans certains cas, seules les désignations ont été modifiées, dans d'autres cas, on a créé de nouveaux services ou adapté des anciens services aux nouvelles données. Les futures directives concernant la procédure d'organisation et les effectifs réglementaires tiendront compte de ces innovations.

En s'appuyant sur l'article 25, 3e alinéa, de la LPC, les cantons qui exécutent maintenant peu à peu la PGPC dans le cadre des cours déjà mis en route par l'Office fédéral de la protection civile, adapteront l'organisation de leurs communes à ces innovations. Les dispositions transitoires déjà mentionnées des directives concernant la procédure d'organisation et les effectifs réglementaires contiendront, entre autres, une recommandation dans ce sens à l'intention des cantons.

7. Liste des établissements d'importance vitale en cas de guerre, possédant un OPE

Nous savons combien il est urgent de déterminer les établissements qui devront encore recevoir un OPE. Mais nous ne pouvons pas faire cette répartition tant que des documents importants de l'Economie de guerre nous manquent encore.

En avenir, cette question sera d'une grande actualité surtout quand un établissement doit être nouvellement

astreint et que la construction d'installations spéciales de protection est envisagée dans ce cas pour l'OPE. La situation est pareille quand une construction spéciale pour l'OPE d'un établissement déjà astreint est en discussion (le plus souvent en rapport avec une nouvelle construction ou une transformation de l'établissement). Dans la plupart de ces cas, une décision est possible déjà maintenant et après entente avec l'OFPC, particulièrement parce que les abris obligatoires à construire de toute manière selon l'article 2 de la LCPC, suffisent également pour les besoins de l'OPE dans la grande majorité des établissements qui doivent être astreints à organiser la protection civile.

On devra trouver une réglementation spéciale pour les établissements qui ne seront désormais plus astreints à l'obligation d'organiser la protection civile. Cette réglementation devra tenir compte loyalement des dépenses spéciales consenties jusqu'ici par ces établissements. Pour l'heure, nous ne pouvons donner encore aucun avis au sujet de cette réglementation. D'ailleurs, l'OFPC adressera prochainement une circulaire aux cantons, circulaire qui contiendra les prescriptions les plus urgentes pour la période transitoire.

8. Différences dans la construction d'abris publics

En ce qui concerne les abris publics mentionnés, il s'agit d'abris dits collectifs qui sont construits le plus souvent sur la base du principe des frais supplémentaires et en rapport avec des parkings souterrains privés et publics. La construction de telles installations à buts multiples est relativement récente et il n'existe encore aucune prescription technique à ce sujet. Mais les travaux préliminaires en vue de telles instructions sont très avancés. L'Office fédéral se base pour l'appréciation des projets sur la version provisoire déjà existante des instructions (ITAC), ce qui nous permet d'uniformiser la procédure pratique.

Par analogie avec les dispositions des ITAP (chapitre 2.22.3, page 28), on a prévu dans la plupart des installations construites jusqu'ici la moitié des toilettes sous forme de WC et l'autre moitié sous forme de toilettes à sec. Nos études ont cependant démontré que les toilettes à sec offrent de grands avantages vis-à-vis des WC. Ne mentionnons ici que le problème de la consommation d'eau! Mais ce qui est déterminant c'est le fait qu'en cas d'utilisation de toilettes à sec, on peut prévoir des locaux (ou zones) dans les abris qui seront équipés de toilettes à sec, mais seulement au moment de l'occupation des abris, c'est-à-dire pendant la phase de préattaque. En temps de paix, ces zones sont donc également libres en vue de leur utilisation civile (places de parking), et la protection civile n'aura pas à payer des dédommagements spéciaux pour ces locaux. Les nouvelles instructions mentionnées (ITAC) prévoiront par conséquent dans la règle l'équipement en toilettes à sec à 100 pour cent. Quelques installations plus récentes ont déjà été construites selon ce principe. Des exceptions à la règle ne sont cependant pas exclues et les WC qui sont de toute manière construits dans l'installation de paix doivent autant que possible être inclus dans l'installation de protection civile.

Le problème des mesures de protection contre le phénomène dit «impulsion électromagnétique» (EMP) est relativement nouveau. Contrairement aux autres effets des armes atomiques, les grandes puissances et l'OTAN tiennent les indications fondamentales les plus importantes de cet effet d'arme encore actuellement secrètes.

La Suisse et les autres pays neutres n'ont d'autre ressource que d'étudier eux-mêmes cet effet pour dominer ce problème. Il faut ajouter à cela une autre difficulté: Ce problème se pose de manière complètement différente

pour chacun des partenaires intéressés de notre défense nationale. Une installation protégée de l'armée ou des PTT se distingue complètement, quant aux hypothèses fondamentales comme aussi du point de vue des mesures de protection, d'une installation de la protection civile. Vu le grand nombre des installations, il faut vouer une attention spéciale à la protection contre l'EMP, particulièrement en ce qui concerne les frais et l'exécution. C'est pour cette raison que la Commission d'études du Département fédéral de justice et police pour les questions de protection civile a reçu, l'année passée, l'ordre d'étudier ce problème à fond. Les travaux y relatifs sont en cours. Ils ne concernent non seulement la protection contre l'EMP dans les nouvelles installations, mais également les mesures à prendre pour protéger convenablement les installations déjà existantes.

Les installations mentionnées dans votre lettre sont des constructions dans lesquelles la protection contre l'EMP a été réalisée sur la base des connaissances actuelles limitées. Nous avons pu constater très nettement que de nombreux éléments de base et des pièces prêtes à être montées manquent encore pour réaliser dans toutes les installations qui sont en cause une protection complète et systématique contre l'EMP. En outre, nous ne disposons actuellement pas du personnel spécialisé capable de donner les indispensables conseils et de procéder aux contrôles pendant l'exécution de ces mesures.

9. Utilisation d'installations d'attente existantes

C'est évident que les normes pour l'attribution du personnel, telles qu'elles sont fixées dans l'Aperçu sur la protection civile et également dans les ITO, sont en premier lieu destinées à l'établissement des plans des nouvelles installations. Dans les installations déjà existantes qui ne sont, pour la plupart, pas basées sur une conception uniforme, la possibilité de loger les services prévus pour l'installation selon l'Aperçu sur la protection civile doit être étudiée soigneusement et suivant le cas. Dans de telles installations, il faut appliquer le principe que d'abord c'est aux services qui doivent entreposer leur matériel dans le local ad hoc d'y être logés, c'est-à-dire le Service de pionniers et de protection contre le feu. Pour des raisons faciles à comprendre, le groupe de ravitaillement doit également être logé complètement ou en partie dans l'installation. Les autres services doivent prendre leurs quartiers au besoin dans des abris voisins, construits selon les ITO dans un bâtiment public. Comme nous avons pu le constater nous-mêmes, c'est possible sans autres dans la plupart des cas.

10. Obligation de toutes les communes de construire des abris et d'organiser la protection civile

Actuellement, la Confédération ne dispose d'aucun moyen légal pour forcer les cantons d'imposer à toutes les communes l'obligation de construire des abris et d'organiser la protection civile. En revanche, les cantons ont la possibilité de le faire à leur gré en s'appuyant sur les articles 1, 2e alinéa, et 15, 2e alinéa, de la LPC. L'Office fédéral soutient ces tendances de toutes ses forces, avec le résultat que jusqu'ici déjà dix cantons ont imposé cette obligation.

S'il arrivait effectivement que, dans des agglomérations urbaines, des communes ne seraient pas encore soumises à l'obligation en question, ce serait un argument de plus pour inciter le gouvernement cantonal en cause à imposer l'obligation. Mais les efforts visant à atteindre ce but devraient d'abord émaner de vous-même.

11. Rachat dans des abris publics déjà existants ou à construire

Ce n'est qu'au moment de la révision de la LCPC que la question du rachat dans des abris publics peut être résolue. Dans la période transitoire, les habitants des vieux quartiers dans lesquels un abri collectif doit être construit selon l'article 4, 2e alinéa, de la LCPC et conformément aux directives de la PGPC, ne peuvent pas être obligés à payer un quelconque rachat. Lors de nouvelles constructions dans de telles zones (pratiquement seulement par suite de démolitions et reconstructions), il faut d'abord voir si des abris doivent effectivement être construits selon l'article 2 de la LCPC ou s'il faut y renoncer pour des raisons de planification selon la PGPC. Si l'on doit y renoncer, il n'y a rien d'autre à faire que de libérer le maître de l'œuvre de l'obligation d'après l'article 2, 3e alinéa, de la LCPC. Pour l'heure, on peut seulement essayer d'obtenir que des rachats soient opérés sur une base bénévole, comme cela se fait, par exemple, depuis quelque temps à Lucerne, en rapport avec le tunnel de Sonnenberg.

Nous savons que la question d'un rachat possible, qui est étroitement liée à celle de la commande à distance des constructions d'abris, représente l'un des problèmes principaux de la révision de la loi. Comme il ne s'agit pas seulement d'une question technique de protection civile,

mais puisqu'elle est également de nature politique, elle ne peut en aucun cas être résolue par de simples dispositions transitoires. La méthode que vous préconisez n'est pas non plus utilisable pour des raisons que nous avons déjà exposées sous chiffre 5 ci-dessus.

C'est sciemment avec beaucoup de détails que nous avons voulu vous donner les explications ci-dessus, pour que vous puissiez voir que nous nous occupons également très activement de ces problèmes. Il ressort clairement de nos prises de position lesquelles des questions peuvent être résolues déjà actuellement et lesquelles doivent être renvoyées à plus tard. Quant à ces dernières, nous avons montré de quelle manière nous pensons faire intervenir la solution transitoire. A ce propos, vous avez pu constater également qu'une grande partie de la nouvelle conception peut être réalisée déjà actuellement pour autant que tous les responsables fassent preuve de compréhension et de bonne volonté.

De notre côté, nous ferons tout le nécessaire pour élaborer les documents encore manquants afin d'assurer l'exécution de la conception et la préparation de la révision des lois sans perte de temps.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations les meilleures.

OFFICE FEDERAL DE LA PROTECTION CIVILE

Le directeur: Walter König

L'Ufficio federale della protezione civile comunica

Esecuzione della concezione 1971 della protezione civile

Introduzione

L'Associazione professionale svizzera di protezione civile delle città ha studiato, nella prospettiva della loro realizzazione, la concezione 1971 della protezione civile e il suo primo documento consecutivo, la Panoramica sulla protezione civile, incappando in alcuni problemi che poi sottomise all'esame dell'Ufficio federale della protezione civile. I problemi sollevati e la presa di posizione dell'Ufficio federale sono d'interesse generale, come pure la dimostrazione della possibilità già ora esistente di attuare la nuova concezione. Abbiamo perciò ritenuto cosa utile pubblicare per intero la risposta dell'Ufficio federale; i vari sottotitoli si riferiscono alle domande concrete poste dall'Associazione stessa.

Così dunque l'Ufficio federale rispose all'Associazione professionale.

Egregio signor presidente,

La ringraziamo della Sua lettera del 6 febbraio 1973, dalla quale apprendiamo con interesse che la Sua Associazione si occupa dei problemi derivanti dalla concezione 1971 della protezione civile.

Le questioni da Lei sollevate ci sono note. Noi le tratteremo in appresso, nel modo più dettagliato, secondo le possibilità del momento. Tuttavia, vorremmo dapprima accennare ad alcuni aspetti fondamentali che ci sembrano di un certo rilievo in correlazione con il Suo scritto. Innanzitutto vorremmo ancora una volta ricordare come la concezione 1971 non sia venuta alla leggera davanti al Consiglio federale. L'elaborazione di questo importante documento basilare ha occupato per anni buona parte dei dirigenti e dei collaboratori del nostro Ufficio. Lo stesso avverrà indubbiamente per i lavori successivi, attualmente già avviati, come la Panoramica sulla protezione civile, la Pianificazione generale della protezione civile, la revisione della legge, le istruzioni tecniche, ecc. Siamo consci che potremo affrontare questa ingente mole di lavoro soltanto per tappe successive e nel quadro d'un certo ordine prioritario. A tale proposito non bisogna quindi attendersi dei miracoli, specialmente se si tien conto che nel contempo noi dobbiamo continuare a sbrigare gli affari correnti.

Sovente, e da più parti, viene obiettato che la concezione 1971 non potrà essere realizzata finchè non siano definitivamente pronti determinati documenti. Alcuni accennano, in tale contesto, alla revisione della legge ancora mancante, altri — come Lei, ad esempio — propongono l'emanazione di disposizioni transitorie o l'allestimento, da parte dell'Ufficio federale, d'un piano delle scadenze. Quali determinanti cofondatori della concezione 1971 siamo pur sempre del parere che già ora la concezione può essere posta, in gran parte, gradatamente in atto. L'entità di questo adattamento dipende massimamente dall'abilità e dalla buona volontà dei rispettivi responsabili della protezione civile. Ognuno dei punti documentali, che ora

facciamo seguire, potrà tuttavia facilitare detta transizione, come si vuole appunto in appresso dimostrare. A questo proposito, la sistematica della pubblicazione e della strutturazione dei singoli documenti è stata sceverata in modo che, per ogni Comune, quasi per forza si verrà ad avere una transizione organicamente crescente.

Dopo queste osservazioni introduttive, vorremmo passare alle domande concrete da Lei poste.

1. Posizione e valore vincolante della Panoramica sulla protezione civile

Come Lei giustamente osserva, la Panoramica sulla protezione civile, nella sua attuale versione, è un elaborato della commissione di studio del Dipartimento federale di giustizia e polizia. In questa prima parte viene esposto come, in base alla concezione 1971, dovrà essere realizzata nei Comuni l'organizzazione della protezione civile e come, sulla stessa scorta, dovrà presentarsi la relativa infrastruttura edilizia. Una seconda parte — ancora da elaborare — di questa Panoramica sarà dedicata all'instaurazione della condotta sovralocale di tutti gli scaglioni. A proposito di questo primo rapporto parziale (Panoramica sulla protezione civile), è stata avviata l'anno scorso, su larga scala, una procedura di consultazione della quale si è interessata anche la Sua Associazione. L'esame delle numerose prese di posizione si è concluso da poco. Nelle prossime settimane saranno trattate le varie istanze con le relative parti interessate (con la Sua Associazione il 12 giugno 1973). I risultati raggiunti si rifletteranno poi in un rapporto parziale appurato. Subito dopo potranno essere ultimate, in prima urgenza, le «Direttive concernenti la composizione e gli effettivi», già pronte allo stato di progetto, che poi saranno poste in vigore dal Dipartimento federale di giustizia e polizia in virtù dell'art. 25, cpv. 3 LPC.

2. Piano delle scadenze e pianificazione finanziaria

Lo sviluppo degli oneri finanziari nel settore organizzativo e soprattutto in quello edilizio potrà essere valutato soltanto quando in un Comune sia stata eseguita la Pianificazione generale della protezione civile (PGPC). Dalla PGPC risulterà fra l'altro, per ogni Comune, una visione generale dei compiti costruttivi che devono essere attuati (costruzioni protettive per le persone e dell'OLP). L'istruzione dettagliata per l'esecuzione di questa pianificazione è, per la maggior parte, esistente. Essa potrà essere redatta in modo conclusivo non appena sia ultimato l'appuramento della Panoramica sulla protezione civile, citato al punto 1.

In una parte dell'istruzione verrà trattata la pianificazione finanziaria. Vi saranno inserite opportune indicazioni, grazie alle quali il capo locale potrà accertare le spese generali all'intenzione delle autorità comunali. Con queste documentazioni, ogni Comune sarà in grado di allestire un suo piano delle scadenze, corrispondentemente al proprio sviluppo e alle sue peculiari possibilità finanziarie e costruttive. Questo piano dovrà tener conto dell'ordine prioritario e degli intenti prospettati nella concezione.

Nella Sua lettera, Lei manifesta qualche preoccupazione per quanto riguarda gli impegni finanziari. A Suo sollievo, Le diremo che l'assestamento della protezione civile, secondo la nuova concezione, verrà a costare per tutta la Svizzera da 1,5 a 2 miliardi di franchi in meno, rispetto al precedente corso instaurale. Queste economie derivano specialmente dal fatto che oggi si dispone di documenti di pianificazione e di progettazione scientificamente fonda-

ti. Inoltre, in base alla decisione concettuale per cui d'ora in poi la protezione preventiva della popolazione va posta in primo piano, l'infrastruttura edilizia dei singoli servizi può essere ridotta in misura giustificabile. Infine, lo stimolo alla costruzione di impianti semplici ma robusti, rispondenti unicamente al loro scopo, contribuirà notevolmente alla riduzione dei costi.

Come Lei certamente avrà notato, l'Ufficio federale segue questa linea già da molto tempo. Essa può senz'altro inserirsi anche nell'ambito della legislazione esistente. Purtroppo, i nostri sforzi in tal senso vengono ancora posti in forse da esigenze del tutto infondate e perfezionistiche di singoli Comuni.

3. Emanazione di disposizioni transitorie

Come già accennato al punto 1, dopo l'appuramento della Panoramica sulla protezione civile saranno emanate le Direttive concernenti la composizione e gli effettivi. Queste comprenderanno le necessarie disposizioni transitorie per l'organizzazione e per l'istruzione.

Gli esempi adottati nella Sua lettera circa disuguali interpretazioni della Panoramica sulla protezione civile potranno sicuramente essere ovviati dalle prossime discussioni nel quadro della procedura di consultazione. Le misure prese da singoli Cantoni non sono state sollecitate dall'Ufficio federale. Nei rapporti con i capi degli uffici cantonali abbiamo unicamente accennato al decorso programmatico di cui al punto 2. Non abbiamo però nulla da eccepire se singoli Cantoni procedono già sin d'ora a misure d'adattamento, in modo particolare ove ciò avvenga in connessione con i corsi di PGPC testè iniziati.

4. Servizio pionieri

All'attuale stato di cose, si può ammettere che la designazione «Servizio pionieri» prevista nella Panoramica sulla protezione civile sarà sostituita dalla nuova denominazione «Servizio pionieri e protezione antincendio». Un distaccamento del genere dovrà essere costituito ogni 5000 abitanti e comprenderà due sezioni fuoco (finora sezioni d'intervento) ed una sezione pionieri pesante (finora sezione pionieri). Il distaccamento deve assolvere, in primo luogo, come tutto unico (in caso d'intervento questa concentrazione di forze costituisce generalmente la regola) oppure, a seconda del mandato assegnato e della situazione, per sezione, durante tutte le fasi operative della protezione civile, quei compiti principali ed accessori che sono esposti nella Panoramica sulla protezione civile.

Si tratta quindi non soltanto di una composizione puramente formale, ma della creazione delle premesse personali e materiali affinché detto servizio possa svolgere in modo ottimale i compiti assegnatigli. Le preoccupazioni d'ordine amministrativo vanno relegate in seconda linea.

5. Effettivi regolamentari; dispositivi del servizio sanitario dei Cantoni

Una volta entrate in vigore le nuove Direttive concernenti la composizione e gli effettivi, anche i dati ivi contenuti riguardanti gli effettivi regolamentari delle formazioni saranno vincolanti. Come già accennato, l'esecuzione dovrà avvenire tenendo conto delle disposizioni transitorie parimenti contenute in questa istruzione. Tali disposizioni consentiranno una transizione agevole e proporzionata alle condizioni particolari dei singoli Comuni.

La revisione attualmente in corso dei dispositivi del servizio sanitario avviene d'intesa con i Cantoni nell'ambito della legislazione esistente. Essa è una di quelle conseguenze della concezione che vanno realizzate il più presto possibile al fine di evitare investimenti costruttivi sbagliati.

Con la garanzia della protezione preventiva è divenuta possibile una riduzione della infrastruttura edilizia, tanto costosa, del servizio sanitario. I risparmi così ottenuti comportano da soli più di 1 miliardo di franchi.

Quanto Lei presume, e cioè che i nuovi dispositivi sanitari saranno effettuati senza alcun riguardo per gli impianti già costruiti, è errato. Al contrario, allestendo questi piani si tiene scrupolosamente conto degli impianti disponibili. Dati gli alti costi di tali costruzioni, saranno consentiti i cosiddetti declassamenti solo in casi estremamente rari. A tale proposito non è per lo più la «falsa situazione tattica» che giuoca la parte decisiva, bensì i problemi del grado di protezione e della capienza degli impianti. Le esperienze da noi fatte finora con i dispositivi approvati di quindici Cantoni e con quelli in elaborazione di altri nove Cantoni, hanno dimostrato che questa pianificazione è eseguibile senza gravi difficoltà.

6. Incorporazione delle persone divenute novamente astrette alla protezione civile

I servizi enumerati nella Panoramica sulla protezione civile non corrispondono più completamente a quelli enunciati dall'art. 25, cpv. 2 LPC. In parte sono cambiate soltanto le designazioni, in parte sono stati creati dei nuovi servizi, oppure venne adattato qualche servizio già esistente. Le nuove Direttive concernenti la composizione e gli effettivi terranno conto di queste innovazioni.

Quei Cantoni che, nell'ambito dei corsi dell'UFPC attualmente in svolgimento, eseguiranno la PGPC solo susseguentemente, adattano a queste innovazioni gli organismi dei loro Comuni basandosi sull'art. 25, cpv. 3 LPC. Nelle già citate disposizioni transitorie alle Direttive concernenti la composizione e gli effettivi sarà fra l'altro inclusa una raccomandazione ai Cantoni in tal senso.

7. Elenco degli stabilimenti d'importanza vitale e di guerra con OPS

Ci è nota l'urgenza di definire gli stabilimenti che in avvenire devono ancora mantenere un OPS. Noi non possiamo però procedere a questa classifica finché mancano importanti documenti che l'Economia di guerra deve ancora fornirci.

Questo problema sarà soprattutto attuale in futuro, quando uno stabilimento debba essere novamente sottoposto e quando in tale rapporto debba essere intravvista la costruzione di speciali impianti protettivi per gli OPS, rispettivamente quando per uno stabilimento già sottoposto sia messa in discussione una speciale costruzione di OPS (massimamente in unione con una nuova costruzione o con una trasformazione dello stabilimento). Per la maggior parte di questi casi, dopo aver preso contatto con l'UFPC, è già fin d'ora possibile una decisione, specialmente perché nella preponderanza dei casi di stabilimenti da subordinare i rifugi obbligatori che senz'altro vanno sistemati in conformità dell'art. 2 LEPC bastano anche per i bisogni degli OPS.

Per gli stabilimenti già sottoposti che in avvenire non soggiacciono più agli obblighi della protezione di stabilimento, dovrà essere presa una regolamentazione speciale che tenga conto in modo leale degli oneri particolari

sostenuti finora da questi stabilimenti. Sul genere di questa regolamentazione non possiamo ancora, per il momento, esprimerci.

Del resto, l'UFPC invierà prossimamente ai Cantoni una circolare contenente le istruzioni più urgenti per il periodo di transizione.

8. Differenze nella costruzione di rifugi pubblici

Nei citati rifugi pubblici si tratta di cosiddetti rifugi collettivi che, per lo più, vengono costruiti basandosi sul principio delle spese suppletive in combinazione con parcheggi privati e pubblici. La costruzione di simili impianti a scopi multipli è relativamente nuova, per cui non esiste ancora alcuna istruzione tecnica. I lavori preparatori per una tale regolamentazione sono però già alquanto avanzati; per la valutazione dei vari progetti, l'Ufficio federale si basa sul progetto d'istruzione già pronto (ITRC), il che porta ad una notevole unificazione delle pratiche.

Nella maggior parte degli impianti allestiti, in analogia con le disposizioni delle ITRP (paragrafo 2.22.3, pagina 22), sono stati previsti, per metà ciascuno, WC e gabinetti a secco (GS). I nostri studi hanno però nel frattempo dimostrato che il GS presenta grandi vantaggi di fronte al WC. Basti soltanto pensare al problema del consumo dell'acqua di spurgo. Determinante è tuttavia il fatto che, in caso d'impiego di GS, possono essere previste delle cosiddette zone GS da sistemare soltanto all'occupazione del rifugio, vale a dire nella fase precedente l'attacco. Così, in tempo di pace, anche queste zone potranno essere disponibili per l'uso civile (posteggi) e quindi non dovranno essere particolarmente risarcite dalla protezione civile. La citata nuova istruzione (ITRC) prevederà quindi, come regola, l'equipaggiamento di GS al 100%. Alcuni recenti impianti vennero già allestiti secondo questo principio. Non sono tuttavia da escludere eventuali eccezioni, e i WC installati per i bisogni dell'impianto di pace saranno sempre, per quanto possibile, tenuti in considerazione.

Il problema delle misure protettive contro il cosiddetto impulso elettromagnetico (IEM) è relativamente nuovo. Contrariamente a quanto avviene per i rimanenti effetti delle armi atomiche, le grandi potenze e la NATO tengono ancora oggi in segreto i dati fondamentali più importanti di questo effetto delle armi. Pertanto, la Svizzera e gli altri Paesi neutrali devono provvedere con studi e sviluppi propri al rilevamento di tale effetto. Vi si aggiunge in più l'aggravante che, nell'ambito della nostra difesa integrata, il problema si presenta per i vari servizi in modo del tutto diverso. Un impianto protetto dell'esercito o delle PTT, per quanto riguarda le ammissioni fondamentali relative all'IEM e anche rispetto alle misure protettive, è completamente diverso di un impianto di protezione civile. Appunto in vista del gran numero d'impianti da costruire, si dovrà accordare alla protezione IEM nella protezione civile una speciale attenzione, massimamente per quanto ne concerne i costi e l'esecuzione. Perciò, la commissione di studio del Dipartimento federale di giustizia e polizia per la protezione civile ha ricevuto l'anno scorso l'incarico di trattare a fondo questo problema. I relativi lavori sono in corso e comprendono non solo la protezione IEM di nuovi impianti, ma anche i provvedimenti che devono essere presi per una protezione adeguata degli impianti già esistenti.

Circa gli impianti cui è fatta allusione nel Suo scritto, si tratta di opere presso le quali la protezione IEM è stata realizzata in base alle attuali limitate conoscenze. Ivi si è dimostrato con tutta chiarezza che, per un'esecuzione

sistematica e completa della protezione IEM in tutti gli impianti entranti in considerazione, mancano ancora numerosi dati e parti pronte per il montaggio. Inoltre, attualmente noi non disponiamo di personale specializzato per la necessaria consulenza e per i dovuti controlli durante l'esecuzione di tali provvedimenti.

9. Uso degli attuali impianti d'apprestamento

Dovrebbe essere chiaro che le norme per l'occupazione del personale, come si riscontra nella Panoramica sulla protezione civile ed infine nelle ITO, sono destinate in primo luogo al concepimento dei nuovi impianti. Negli impianti già esistenti, che nella maggior parte dei casi non presentano una concezione unitaria, la possibilità d'accoglimento prevista dalla Panoramica sulla protezione civile per i vari servizi dev'essere accuratamente chiarita di caso in caso. Per tali impianti deve valere il principio secondo il quale vi devono essere ricoverati, in primo luogo, i servizi che hanno da depositare nel locale materiale il proprio materiale, vale a dire il servizio pionieri e protezione antincendio. Per motivi evidenti, dev'essere ricettato nell'impianto, in tutto o in parte, anche il gruppo d'approvvigionamento. Gli altri servizi dovranno essere acquartierati, in caso di bisogno, nei vicini rifugi ITO di un edificio pubblico. Come abbiamo potuto noi stessi costatare, ciò è senz'altro fattibile nella maggior parte dei casi.

10. Subordinazione di tutti i Comuni all'obbligo edilizio e organizzativo

La Confederazione non ha attualmente alcun appiglio giuridico per poter sottoporre tutti i Comuni all'obbligo edilizio e organizzativo di protezione civile. Esiste per contro la possibilità che ciò sia fatto dai Cantoni in virtù dell'art. 1, cpv. 2 LEPC e dell'art. 15, cpv. 2 LPC. L'Ufficio federale appoggia intesamente queste tendenze, con il risultato che sinora già dieci Cantoni hanno proceduto a tale subordinazione.

Qualora si presentassero veramente dei casi di agglomerati urbani con Comuni non ancora sottoposti agli obblighi di protezione civile, si avrebbe allora un argomento valido per indurre il rispettivo Governo cantonale a prendere le disposizioni necessarie. Gli sforzi in tal senso dovrebbero però provenire, in primo luogo, da Lei stessa.

11. Acquisto compensativo nei rifugi pubblici già esistenti o da costruire

Il problema dell'acquisto compensativo dell'obbligo edilizio privato nei rifugi pubblici può essere risolto soltanto con la revisione della LEPC. Durante il periodo di transizione, gli abitanti delle zone con vecchi edifici nei quali, giusta l'art. 4, cpv. 2 della LEPC e le direttive della PGPC, devono essere sistemati dei rifugi pubblici, non possono essere obbligati a contribuire alle spese di costruzione. Per singole nuove costruzioni in tali zone (praticamente soltanto a seguito di demolizione), occorre innanzitutto chiarire se, a norma dell'art. 2 LEPC, vi si devono veramente costruire dei rifugi oppure se, per motivi di PGPC, è d'uopo rinunciarvi. In quest'ultimo caso, non resta altro da fare che dispensare il rispettivo committente della costruzione dall'obbligo edilizio, a norma dell'art. 2, cpv. 3 LEPC. Per il momento si può tentare di conseguire un acquisto compensativo soltanto su base volontaria, come da qualche tempo si fa per esempio a Lucerna, in connessione con la galleria del Sonnenberg. Siamo consci che la possibilità dell'acquisto compensativo, strettamente collegata con il problema della conduzione dell'edilizia di protezione civile, costituisce uno dei problemi principali della revisione della legge. Essa non è però soltanto di natura tecnico-protettiva, ma anche di natura politica, e quindi non può in nessun caso essere risolta con semplici disposizioni transitorie. Anche la soluzione da Lei proposta non è praticabile per motivi identici a quelli da noi esposti al punto 5.

Con quanto sopra esposto, ci siamo espressamente dilungati nei dettagli per dimostrarLe come anche noi ci occupiamo intensamente di questi problemi. Dalle nostre prese di posizione Lei può arguire quali problemi possono venire già sin d'ora risolti e quali potranno esserlo solo più tardi. Per questi ultimi, abbiamo accennato come intendiamo procedere in via transitoria. Lei avrà potuto anche dedurre come una gran parte della nuova concezione possa essere già oggi tradotta in atto, ove tutti i responsabili diano prova di comprensione e di volontà. Da parte nostra, noi facciamo tutto il possibile per elaborare la documentazione ancora mancante ai fini dell'entrata in vigore della concezione e per eseguire, in modo rapido e profittevole, la revisione delle leggi.

Con osservanza

UFFICIO FEDERALE DELLA PROTEZIONE CIVILE

Il direttore: *Walter König*

Stand der Zivilschutz-Blutspendeaktion

Bis 30. Juni 1973 sind beim Blutspendedienst des SRK in Bern eingetroffen:

Où en est l'action de transfusion sanguine dans la protection civile ?

Jusqu'au 30 juin 1973,

le Service de transfusion sanguine de la CRS, à Berne, a enregistré :

A che punto si trova l'azione di raccolta del sangue nella protezione civile ?

Fino al 30 giugno 1973

sono pervenute al Servizio trasfusione della CRS a Berna :

1826

Anmeldungen
inscriptions
iscrizioni

